

COMMENT RÉFORMER LA FRANCE ?

Inflation injustifiée des effectifs, opacité des comptes, enchevêtrement d'administrations, dilution des responsabilités... La gestion des dépenses publiques en France souffre de sérieux problèmes. Lors de la conférence Heure H du 26 juin, la directrice de l'iFRAP¹, Agnès Verdier-Molinié, a livré ses solutions pour enfin (et vraiment) réformer la France.

Évaluer et "challenger" la performance de nos administrations: tel est le combat majeur que livre depuis plus de vingt ans l'iFRAP, un think tank financé par des mécènes privés. Auteur du livre *"60 milliards d'économies ! Oui... mais tous les ans"*, la directrice de la fondation, Agnès Verdier-Molinié, pointe du doigt un paradoxe qui nous coûte cher: la France consacre 27,7% de sa richesse nationale à produire ses services publics, un ratio bien plus élevé que la moyenne de l'Union européenne (24,9%), *"sans que cela se justifie par une qualité supérieure"*. Derrière ce différentiel, il y a 60 milliards d'euros d'économies potentielles à réaliser tous les ans.

DOUBLONS

Qu'en est-il du plan d'économies annoncé au mois d'avril par le gouvernement? *"Sur les 50 milliards d'euros annoncés, environ 10 milliards sont clairement identifiés"*, déplore la spécialiste, pour qui les vrais efforts n'ont pas encore débuté. Il faut s'attaquer au mal par la racine. *"Le surcoût de nos services publics provient d'un problème typiquement français: les doublons de compétences"*, dénonce Agnès Verdier-Molinié. En d'autres termes: trop d'échelons administratifs, trop d'intervenants qui se recourent... Dans le domaine des aides sociales, par exemple, des guichets concurrents répondent sensiblement aux mêmes objectifs sans collaborer: caisses communales d'action sociale (CCAS), caisses d'allocations familiales (CAF), conseils généraux, etc. *"Les 60 milliards d'euros de l'action sociale sont "saupoudrés" sans qu'on s'interroge sur ce qui*

est redondant et sur ce qui pourrait être fusionné", regrette la directrice de l'iFRAP.

COMBAT MÉDIATIQUE

Une autre illustration, plus anecdotique mais particulièrement flagrante, dans la culture cette fois: le musée des civilisations de l'Europe et la Méditerranée (MuCEM) à Marseille. L'établissement financé par l'État (à hauteur de 133 millions d'euros, plus 58 millions par les collectivités locales), qui a attiré 1,8 million de visiteurs l'an dernier, rencontre un franc succès. La Villa Méditerranée, située à 200 mètres du MuCEM, ne peut pas en dire autant. C'est fort dommage car ce centre destiné à *"s'emparer des grands enjeux de la Méditerranée contemporaine"*, dont la construction a été assurée par la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, a coûté la bagatelle de 70 millions d'euros... *"Les luttes entre barons locaux, dont chacun veut sa grande édification, aboutissent à des situations absurdes de ce genre"*, commente Agnès Verdier-Molinié, satisfaite néanmoins que les équipes de "C dans l'air" aient réalisé un reportage sur le sujet suite au rapport de l'iFRAP. *"Notre bataille se gagne sur les plateaux télé"*, martèle l'énergique oratrice.

OPACITÉ

La communication sur ces sujets gênants est essentielle, car les citoyens manquent de visibilité sur l'efficacité



À PROPOS DE L'HEURE H

L'Heure H est un cycle de rencontres organisé par HEC Alumni. Différents acteurs de la vie économique, civile ou associative viennent présenter leur vision, leur enthousiasme et leurs interrogations pour répondre aux défis posés par le monde actuel. Ces conférences, organisées avec l'aide de Michel Tardieu (H.66), visent à donner des clés de lecture pour mieux échanger, s'informer, réfléchir ensemble sur la société. Le conférencier répond aux questions du public en approfondissant la thématique retenue. Les bénéfices sont reversés à des associations choisies par le conférencier.

Agnès Verdier-Molinié est diplômée d'Histoire économique contemporaine. Après un début de carrière dans les médias (Le Figaro, L'Express, France Info), elle a rejoint l'iFRAP en 2002 en tant que chercheuse puis responsable des relations institutionnelles. Elle a pris la direction de la fondation en décembre 2009. Elle est l'auteur de trois ouvrages : "La Mondialisation va-t-elle... nous tuer ?" (Éditions JC Lattès, 2008), "Les Fonctionnaires contre l'État" (Albin Michel, 2011) et "60 milliards d'économies ! Oui... mais tous les ans" (Albin Michel, 2013).

réelle des administrations. Certains effets d'annonce tentent de nous induire en erreur: ainsi, lorsque le ministre du Budget déclare que la masse salariale de l'État a diminué de 200 millions d'euros en 2013, il omet de mentionner le transfert de dix mille agents de l'État vers les agences qui s'est traduit par une hausse des subventions de... 700 millions d'euros! Les collectivités locales ne se montrent pas plus vertueuses: dans le cadre d'une étude sur la gestion des trente premières communes de France, l'iFRAP n'est parvenue à obtenir que dix-sept bilans sociaux. "On avait l'impression de leur arracher la prunelle de leurs yeux, témoigne Agnès Verdier-Molinié, partagée entre dépit et amusement. *Un maire a même osé la réponse suivante: "Certes, nous avons l'obligation de produire un bilan social tous les deux ans, mais pas de le communiquer..." (sic).*" Quant à notre protection sociale, on manque également d'informations sur son coût réel: pour la CMU par exemple, on ne dispose que d'une estimation. Afin de remédier à cette lacune, la chercheuse propose d'imposer les revenus de la redistribution au même titre que les autres. Une mesure pleine de bon sens, qui n'a jamais été mise en œuvre...

TRAITEMENT DE CHOC

La directrice de l'iFRAP a également livré à l'auditoire quelques propositions "chocs" pour "mettre sous tension la réforme de la France". La fondation recommande de supprimer les conseils généraux et de fusionner le pôle social des départements avec les CAF et les CCAS. Elle

L'IFRAP, "POIL À GRATTER" DU SERVICE PUBLIC

Énarque et chef d'entreprise, Bernard Zimmern a créé l'iFRAP (Institut pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques) en 1985 avec pour ambition de mener des recherches sur les politiques publiques en dehors de la sphère publique et des "élites autorisées": Cour des comptes, Inspection générale des finances, etc. "L'État a besoin de "poil à gratter" comme nous, qui le poussent à se réformer", défend Agnès Verdier-Molinié, directrice de la fondation depuis cinq ans. Pendant longtemps, l'iFRAP a pourtant fait figure de persona non grata. "Lorsque nous nous sommes procuré le rapport Charpin sur les dépenses non maîtrisées de l'État, nous avons dû le recopier à la main car l'agent qui nous l'avait transmis craignait une sanction", se souvient-elle. Aujourd'hui, c'est la consécration: la fondation est reconnue d'utilité publique par le Conseil d'État.

préconise en outre de passer de 36 700 communes à 5 000 "super-communes", tout en mettant fin au système des intercommunalités: "Celles-ci ont entraîné l'apparition de 300 000 agents supplémentaires, sans alléger la masse salariale des communes." Plus largement, l'iFRAP estime qu'il faudra supprimer 700 000 postes d'agents en France dans les prochaines années pour compenser "la sur-augmentation des effectifs de la fonction publique par rapport à la population depuis 1980". Mais comment imposer une telle cure d'amaigrissement sans nuire à la qualité du service rendu aux citoyens? Réponse d'Agnès Verdier-Molinié: repasser aux 39 heures hebdomadaires! "Si les agents actuels (hors professeurs) travaillaient 4 heures de plus chaque semaine, cela générerait l'équivalent de 500 000 équivalents temps plein". Et à ceux qui répondent "impossible", elle réplique que les 56 000 agents de l'Union européenne ont accepté de passer à 40 heures par semaine au lieu de 37,5, sans augmentation de salaire (réforme Šefovi de 2011).

"OUT OF THE BOX"

La démarche de l'iFRAP présente un intérêt majeur: elle s'inspire largement des solutions qui ont fait leurs preuves dans d'autres pays. Outre l'Agenda 2010 mené par Gerhard Schröder en Allemagne (2003-2005), Agnès Verdier-Molinié loue les efforts de la Suède qui a réussi à maîtriser son déficit en réformant ses administrations et ses agences en augmentant l'âge de départ à la retraite et en réduisant certaines allocations. Entre 1996 et 2013, le ratio dette publique/PIB du pays scandinave est ainsi passé de 73 à 40%, et ce malgré la crise européenne². Questionnée à propos de Pôle Emploi, la directrice de l'iFRAP suggère d'externaliser le placement des chômeurs vers des structures associatives spécialisées par métier, à l'instar de ce qui se fait en Australie. Enfin, concernant les aides sociales, elle évoque le choix courageux de David Cameron au Royaume-Uni qui a mutualisé les 51 aides existantes dans un système unique, le "crédit universel", avec à la clé des économies substantielles sur les coûts de fonctionnement. "Penser en dehors de la boîte": telle est la philosophie de l'iFRAP. Le public a apprécié. ●

1. iFRAP: Institut pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques

2. NDLR: Cette politique s'est toutefois accompagnée d'une hausse des inégalités en Suède. Entre 1990 et 2011, le coefficient de Gini (de 0 à 1, il mesure les inégalités, 0 signifiant l'égalité parfaite) est passé de 0,22 à 0,33. La part de la population qui gagne moins de 60% du revenu médian est passée de 7 à 14% entre 1995 et 2011.

POUR ALLER PLUS LOIN

Voici les liens web vers quatre rapports majeurs de l'iFRAP (sous format PDF) mentionnés lors de la conférence.

- "Doublons de compétences à tous les étages: le mal français" (juillet 2013): goo.gl/OV0u6i
- "Éducation: pourquoi la France surpaye et comment en sortir" (septembre 2013): goo.gl/LMb02c
- "Multiplier les start-ups: valoriser les investisseurs, motiver les créateurs" (mars 2014): goo.gl/rEsxok
- "Comment réorganiser la France? Le plan stratégique de la Fondation iFRAP" (avril 2014): goo.gl/HiHtWW